
CONSEIL RÉGIONAL
GROUPE COMMUNISTE

Débat sur crise financière

Intervention de Jean-Michel Bodin

1°) Evidemment, il est assez simple d'être d'accord avec les effets de cette crise, ce n'est pas le sujet.

Si ce n'est qu'on peut difficilement passer sous silence **les drames sociaux et humains** que constituent le rejet massif de travailleurs intérimaires et précaires en dehors des entreprises.

2°) On peut observer qu'en plus des effets de la crise financière, les groupes font déjà "jouer" l'effet d'aubaine pour en profiter, aller le plus loin possible contre ce qu'on appelle au Medef et à droite, le coût du travail, de la protection sociale, des droits, de la formation et ... y compris de la retraite à 70 ans.

Le Président de la République **utilise la crise pour serrer la vis et serrer les ceintures.**

Ainsi, on voit arriver au grand galop toutes les tentatives de remettre en cause les conquêtes sociales et le droit du travail.

Mais c'est le cas aussi pour le travail du dimanche, la privatisation de la Poste reportée mais toujours programmée, les réformes contestées de l'enseignement, tant par les élèves que parents ou que par les enseignants, la réforme dans la santé, dans les transports, le logement social et j'en passe...

On voit s'ouvrir aussi un **débat tendant à remettre en cause** les foyers de démocratie que sont les **communes**, les **départements**, les **régions**, pour les transformer en simples instruments d'application de la politique de l'Etat au service de la finance dans le projet Sarkozy-Balladur !

On voit se poursuivre et s'aggraver ce qu'il faut maintenant appeler un **véritable massacre des services publics** lesquels ne doivent encore leur existence qu'à la grande capacité de résistance des populations et des salariés concernés.

Les grandes entreprises saisissent ce moment pour **faire encore plus pression sur les salariés**. Je pense par exemple à **STMicroelectronics** à Tours qui prévoit des périodes de chômage et peut-être pire, et à bien d'autres entreprises.

La crise a souvent "**bon dos**" pour servir de prétexte à des mouvements de restructuration que ces entreprises ont prévus depuis plus longtemps pour mieux répondre aux appétits de leurs actionnaires.

Le gouvernement et le patronat accélèrent pour que ça passe même si ça casse. **Il y a une dérive autoritaire et manipulatrice. Une volonté de discréditer la grève et les syndicats.**

Éducation nationale, pilotes, cheminots, salariés et usagers de la Poste, urgentistes... La France du travail dit qu'elle ne veut pas payer la crise, qu'elle rejette ces fausses réformes qui rajoutent de la crise à la crise.

Pour notre Région, contrer cet effet, c'est renforcer le contrôle des éléments pour ne pas accompagner et financer l'action contre l'emploi, la formation, la recherche et le développement.

Nous avons des outils pour cela. Il s'agit de les faire vivre plus intensément et **en particulier de s'appuyer sur les habitants de notre région pour que l'intervention citoyenne en soit un des éléments moteurs.**

Faudra-t-il construire "**un droit opposable**" ? : celui du droit au travail pour tous avec un salaire décent !

3°) Pourquoi en sommes nous là ? Un peu d'histoire...

Si ce système est en crise, ce n'est pas comme le prétend le Président Sarkozy, « *Parce qu'il aurait dévié du capitalisme normal et donc qu'il faudrait le réformer* ».

Ce qui prédomine aujourd'hui, c'est l'accumulation d'argent pour faire de l'argent, au détriment des humains et de la planète toute entière.

Ce qui a mis sur le devant de la scène l'aspect purement financier de la crise, c'est l'impossibilité pour les banques aux Etats Unis de faire face à leurs engagements.

Sans compter que l'immoralité du système peut conduire **certaines financiers en vue** à se conduire comme des bandits, comme nous venons de le voir il y a quelques jours.

Ces événements, cette crise, ne sont pas des accidents de l'histoire. La crise, c'est le mode de fonctionnement normal du système capitaliste mondialisé dans lequel nous vivons. Il n'est pas réformable.

4°) Pourquoi est-ce possible ? Parce qu'il y a des choix politiques, des critères, des grands organisme internationaux qui jouent un rôle, comme le FMI, la BCE, etc. des traités comme ceux de Maastricht ou de Lisbonne...qui le permettent en pronant le dogme de la concurrence libre et non faussée !

la mission principale de la BCE, c'est la lutte contre l'inflation. Mais elle favorise les exportations de capitaux au détriment des emplois industriels en Europe.

Le FMI pour sa part, n'intervient que très modestement face à l'ampleur de la crise. Il continue de vouloir affirmer la suprématie du dollar.

Le G20 qui vient de se tenir est sur la même position de concurrence libre des marchés. Ses seules décisions concernent une relance de la croissance par des mesures monétaires.

Des milliards d'euros sont injectés sous forme d'aides aux grandes banques qui pourront sans contrôle poursuivre leur action d'accumulation dans la sphère financière au dépens de l'économie et des hommes.

En Europe au moins 1700 milliards d'euros, en France 360 milliards d'euros participeront à ce retour des interventions publiques d'états dans le capital privé.

En fait, il ne s'agit que de boucher les trous de la catastrophe et cela de façon provisoire, l'actualité nous montre qu'il s'en reproduit en permanence.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, si on garde les mêmes critères pour le crédit et les mêmes institutions bancaires, on obtiendra les mêmes résultats : « les pertes seront socialisées et les profits continueront à rester privés »

5°) Qui paye la facture ? Les peuples, les pays, les collectivités... C'est le choix de du Président Sarkozy

Il veut "**refonder le capitalisme**" ! Il ne s'agit donc pas d'une simple crise financière. C'est le cœur du système qui est atteint, la crise est systémique. La responsabilité des gouvernements libéraux est totale.

Comment le gouvernement est-il capable de mobiliser tant de milliards alors qu'il refuse d'augmenter le pouvoir d'achat ? D'où sortent-ils l'argent puisque les caisses sont prétendument vides ?

Pourquoi les aides et les prêts ne sont-ils pas apportés aux entreprises de production et de services ? Les collectivités ne peuvent porter cette responsabilité !

6°) D'autres choix, d'autres critères, d'autres coopérations nationales, européennes ou mondiales sont possibles. On peut sortir le pays, l'Europe et les peuples européens, la BCE des griffes de la financiarisation.

Dans ce cadre, **un nouveau FMI démocratisé, avec un système monétaire affranchi de l'emprise du dollar américain**, aurait un rôle important à jouer. **Il pourrait développer une autre monnaie internationale commune**, non hégémonique.

Il pourrait organiser **des coopérations entre les banques nationales et régionales pour des crédits** qui favorisent la création d'emplois, la formation, le développement humain.

L'Europe pourrait jouer un rôle majeur pour le succès de ces coopérations.

7°) Des outils politiques, financiers et économiques existent dans notre pays pour s'opposer à la crise : comme les Services publics, et la création d'un pôle financier public

Que faut-il faire pour relancer l'économie et éviter le désastre social ?

Certains, sont favorables aux mesures annoncées par le Président de la République destinées à soutenir l'activité, notamment la création d'un fonds stratégique d'investissement d'État piloté par la Caisse des dépôts et consignations. **Ce fonds empruntera de l'argent sur les marchés financiers et investira à leurs conditions et cela continuera comme avant !**

D'autres proposent de ne pas aider les entreprises sans contrepartie. Pour stimuler l'investissement, il faudrait baisser l'impôt sur les sociétés pour les entreprises qui réinvestissent leurs bénéfices et l'augmenter pour celles qui distribuent leurs profits sous forme de dividendes, **conditionner les exonérations de cotisations sociales dont bénéficie le patronat à la signature d'accords salariaux.**

Il faut à notre avis, au contraire, réserver cette aide à celles qui investissent en développant l'emploi, en assurant une promotion des qualifications, de la formation et des rémunérations.

Pour nous, il ne peut y avoir de relance efficace, durable en France et en Europe sans mesures de soutien à l'emploi, à la formation, aux salaires, en lien avec des investissements matériels ou des projets de recherche. Il ne peut y avoir de croissance forte sans développement des capacités humaines !

Par ailleurs, pourquoi s'en tenir à des dispositions fiscales ?

Il serait préférable d'utiliser les 27 milliards d'exonérations de « charges sociales » pour une prise en charge de tout ou partie du coût des crédits aux entreprises dès lors qu'il s'agit de financer des investissements porteurs de développement humain et de coopération. Les initiatives politiques en faveur d'un nouveau crédit peuvent changer le cours de la crise. Il faut en effet mesurer que si le budget de l'État s'élève en France à 335 milliards d'euros, l'encours brut annuel des crédits au secteur privé représente 1 845 milliards d'euros, soit cinq fois plus !

Je remarque, par ailleurs, que personne en dehors des élus de ma sensibilité **ne propose de faire jouer à la Banque Centrale Européenne un rôle actif dans le dispositif de relance.**

Cela supposerait évidemment d'en finir avec **le pacte de stabilité, remettre en cause le traité de Lisbonne**, comme le peuple français l'a décidé en refusant très majoritairement d'avaliser **le traité constitutionnel**.

Ainsi la BCE pourrait pratiquer elle aussi cette politique sélective du crédit, refinancer les banques dans cet esprit, favoriser par la création monétaire **le développement des dépenses publiques de soutien à l'emploi et la formation**.

Il faut aussi changer la gestion dans le public et dans le privé, cela signifie ouvrir celle-ci à l'intervention et au contrôle démocratiques des salariés, des usagers, des populations afin de promouvoir d'autres critères, au sein des entreprises.

La création d'un pôle public du crédit est aujourd'hui revendiquée plus largement et elle peut être associée à des droits nouveaux pour les travailleurs, pour les élus. Ce pôle pourrait rassembler la CDC, les Caisses d'épargne, les banques mutualistes, la Banque postale..., s'appuyer sur des fonds publics régionaux et un fonds national afin de contribuer à relancer l'offre de crédit, particulièrement aux PME, en sélectionnant les projets des entreprises en fonction de leur intérêt pour la croissance et l'emploi, de leur efficacité sociale.

Nos concitoyens, les collectivités, les territoires en auraient bien besoin.